

**CIBLE**

## 65 heures

**M**oins pire que le pire, c'est toujours le pire !

Quant au temps de travail, certains salariés européens pouvaient accomplir 78 heures par semaine alors que la durée légale dans l'Union européenne est fixée à 48 heures. La possibilité d'un dépassement (*opt out*) avait été obtenue par ce M. Blair qui fait rêver notre gauche social-libérale.

Un compromis passé entre le Conseil des ministres du Travail et la Commission européenne prévoit de fixer à 65 heures par semaine la dérogation maximale. Ce qui est présenté à Bruxelles comme un « net progrès social ».

En fait, on passe de l'intolérable à l'inacceptable. Étrange progrès, rendu possible par le ralliement de Xavier Bertrand à ce compromis dans la régression, alors que le ministre français des Affaires sociales était partisan de supprimer toute possibilité de dérogation.

Ce retournement est de mauvais augure. Pendant la présidence française, les oligarques parisiens voudront à tout prix démontrer qu'ils sont efficaces : ils feront passer le maximum de trains sur le pont de la rivière Kwai.

## EUROPE

# Panique à bord

Islam

**Laïcités  
autoritaires**

p. 6-7

Débat

**L'avenir  
de la presse**

p. 3 & p. 9

# Fracture identitaire, virus de notre temps ?

La ville de Bruxelles a vécu le 23 mai 2008 un incident dont la gravité est contenue dans son essence et dans sa nouveauté.

Une bataille rangée aux allures de guérilla urbaine a opposé pendant plusieurs heures sur la voie publique, dans la commune d'Anderlecht (1) deux bandes rivales, l'une composée de jeunes adultes d'origine européenne se revendiquant de leur attachement au club de football local (2) et l'autre composée de jeunes adultes issus de l'immigration (Maghreb et Congo), qui se sont affrontées avec une violence exceptionnelle, échangeant injures, projectiles (pierres, matériel urbain déraciné) et coups.

Les premiers recouraient au slogan « on est chez nous » et les seconds criaient des propos agressifs contre leur pays d'accueil. Les forces de police avaient été averties de l'imminence des incidents parce qu'elles avaient lu les messages de *mobilisation* des deux camps qui circulaient sur Internet, annonçant qu'ils allaient en découdre, en préci-

sant le lieu du champ de bataille et le moment des hostilités. D'énormes moyens avaient été déployés (policiers anti-émeutes, blindés légers avec canons à eau, policiers à cheval, hélicoptère en position stationnaire) pour créer un tampon entre les groupes et éviter un bain de sang. Cent quarante arrestations administratives ont été opérées. Cinquante blessés ont requis des soins, dont quatorze à l'hôpital. Les dégâts causés aux voitures en stationnement et aux vitrines des commerçants se chiffrent en centaines de milliers d'euros. Il ressort des déclarations complaisamment faites aux journalistes présents (ils lisent Internet aussi) que la haine réciproque était d'origine ethnique, de chaque côté.

Les combattants d'origine immigrée prétendaient qu'ils étaient en révolte car traités en habitants de seconde zone et cibles de la police, tandis que les combattants d'origine européenne reprochaient aux

autres d'être des poly-délinquants et de bénéficier d'une immunité judiciaire *de facto*.

Seul propos commun : traiter le monde politique de tous les noms imaginables.

Le monde politique donne, il est vrai, en Belgique, un spectacle très inquiétant.

Au lieu de s'attaquer aux racines des maux qui rongent la société (liquéfaction du prestige de l'école, impuissance de la Justice à exercer son pouvoir régalién de paix civile, effondrement du pouvoir d'achat, montée des tensions, recherche de l'ennemi intérieur fantasmé), les politiciens ne se préoccupent que de modifier la Constitution pour disloquer l'État en vidant le pouvoir fédéral de toute substance et en conférant des pans entiers du pouvoir aux entités fédérées (les régions). Comme si ce processus constitutionnel pouvait régler les problèmes de la vie des citoyens ! C'est évidemment faux, et en dehors du

microcosme, comme le définit un jour si cruellement Raymond Barre, le feu couve. Et même, parfois, c'est l'embrase.

On constata que dans ces incidents, on ne distinguait ni d'un côté l'influence de l'extrême droite, ni de l'autre l'influence d'une identité religieuse ou alors elles étaient toutes deux fort bien cachées, ce qui n'est pas dans leurs habitudes plutôt exhibitionnistes.

Sur un plan plus anecdotique, on constatait aussi que dans le camp *euro-péen* les crânes portaient des cheveux (alors que les nazillons ont le crâne rasé) tandis que dans le camp *immigré* les mentons étaient glabres (alors que les dévots sont barbus).

En Belgique, les démons linguistiques rendent aveugles les élus.

Le pouvoir politique danse désormais sur un volcan.

**Henry BARVAUX**

(1) Contrairement à Paris où les arrondissements portent des numéros, à Bruxelles les arrondissements portent des noms. Anderlecht est un arrondissement. Les événements évoqués ne se passent donc pas en *banlieue* mais à l'*intérieur* de la capitale de l'Europe.

(2) En Belgique comme ailleurs, il existe des bandes d'individus qui tentent de revendiquer leur attachement à un club de football pour légitimer des violences endémiques. Les médias ne sont pas innocents dans ce processus : en présentant les résultats de tournois de football comme des événements d'une importance capitale - ce qui est absurde - ils font monter l'adrénaline chez les gens simples.

**royaliste** 

SOMMAIRE : p.2 : Fracture identitaire, virus de notre temps ? - p.3 : Assez ! - Pour un journalisme d'opposition... - p.4 : Bruni - La paille et la poutre d'Arvor - p.5 : L'Europe des peuples - p.6/7 : Expériences laïques - p.8 : Le Débat - De nouveaux combats - p.9 : L'honneur du journalisme - p.10 : La force par le sport - La voix d'un sage - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le Non des oligarques.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0509 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Pour un journalisme d'opposition...

**Devant 66 salariés de *Marianne* qui l'avaient invité le 30 mai, le philosophe Marcel Gauchet s'est livré à un examen critique de la situation des journalistes face à la situation politique présente <sup>(1)</sup>.**

Même armés de leur charte, écrite en 1997 lors de la fondation du journal, ceux de *Marianne* auraient-ils quelque chance de déjouer les pièges de l'anti-sarkozysme et la crise du journalisme en général ?

Pour défier la pensée unique, de droite comme de gauche - de Minc à Besancenot et Badiou - il s'agirait de pratiquer l'**élitisme populaire** cher à Jean-François Kahn : cette *démagogie responsable* ou encore ce *populisme sensé*, qui, sans mépriser le peuple dans ses besoins et ses réactions ni pour autant l'approuver, fait l'effort de comprendre ses motivations et d'en rendre compte d'une manière pondérée, avec des arguments réfutables ; ce serait le credo auquel adhérerait un bon journal d'opposition.

Mais comment ne pas se figer en posture oppositionnelle face au personnage et à la politique de ce Président ? *Putain, quatre ans !* titrait l'hebdomadaire, sans songer que le lecteur aussi, pendant quatre ans, devrait se farcir le même journal... Car imaginer vaincre Sarkozy à l'usure serait irréaliste : voilà un homme en campagne depuis cinq ans, sur qui, au plus bas des sondages, paraissent encore trois ouvrages par semaine dont au moins un se vend bien, dont les faits et gestes saturent la presse au point que les grands médias baissent les bras et servent

passivement de chambres d'échos. Sa faculté de tenir le pays en état hystérique - positive ou non - ne tient sans doute pas qu'à lui, mais à un syndrome caractéristique de la France actuelle ; à preuve, les traits communs de ses principaux rivaux à la présidence, dégoulinant de complaisance narcissique et de vacuité cérébrale... L'opposition devrait avoir un boulevard, face à un chef d'État d'une psychopathologie aussi patente. Or rien ne se passe à gauche qui ébauche la moindre alternative.

« Cette situation tient pour beaucoup, dit Marcel Gauchet, à la nature des élites de notre société, héritières à la fois des cléricatures de l'État et de l'Église, que le système des grandes écoles perpétue en personnel dirigeant homogène : une **République des bons élèves** qui, de 1945 à 70, a su diligemment appliquer les modernisations prescrites pour se retrouver démunie de toute imagination devant les mutations des dernières décennies. Incapables de faire face mais profitant largement du système, elles en sont réduites à piocher ailleurs ses recettes ou à se soumettre à une fatalité externe comme l'Europe. »

Dans le même temps, le peuple reste attaché aux modèles antérieurs et ne se laisse pas dissoudre dans la réforme perpétuelle et irrationnelle qu'on lui inflige. D'où certains traits de *populisme*, reflétant une lé-

gitime réaction mais ne trouvant à s'exprimer qu'à travers une opposition radicale au changement ou les évasions de l'alter mondialisme. Dans ce monde désemparé, Sarkozy a eu l'habileté de s'imposer comme porteur d'un message de rupture, alors qu'il proposait les mêmes recettes. Tant que l'opposition n'aura pas trouvé à en sortir par le haut, elle restera à la remorque des événements, voire sourdement ralliée à la politique gouvernementale.

Que peut le journaliste dans une telle situation ? Il vit un paradoxe évident : d'une part, sa profession est estimée et enviée, de l'autre son image est négative. La grande difficulté réside dans l'effondrement des canaux sociaux qui contribuaient jadis à *solidifier* l'opinion. Les trois composantes - catholique, communiste, républicaine - étant maintenant atomisées, réduites au silence, chaque conviction est vouée à se reconstruire radicalement de façon critique. Le journaliste n'est plus, dans ce contexte, l'homme qui formule un jugement - tout le monde peut juger ! - mais celui qui apporte la *plus-value informative* qui permet de **savoir et comprendre** afin de modifier le jugement préconçu.

Le peuple a, d'une certaine façon, toujours raison face aux changements, même s'il ne sait pourquoi. Faire émerger cette conscience est le meilleur chemin pour accéder à une opposition vraiment critique.

**Luc de GOUSTINE**

■ (1) Cf. [http://www.marianne2.fr/index.php?action=article&id\\_article=802528](http://www.marianne2.fr/index.php?action=article&id_article=802528)

## Assez !

T comme Toxique. T comme Terminator. T comme Trichet. Cela fait longtemps que sa gestion de la Banque centrale européenne est désastreuse. Elle aggrave la crise économique et financière dans laquelle nous sommes entrés. D'où la réaction nécessaire de Marc Touati, qui ne saurait être accusé de souverainisme ou de gauchisme.

Ce conjoncturiste réputé a lancé une pétition contre le dogmatisme de Jean-Claude Trichet, qui a annoncé une nouvelle hausse des taux d'intérêt pour le 3 juillet. Marc Touati avance cinq raisons pour dire « **assez !** » à Trichet :

1/ Augmenter les taux directeurs de la BCE ne réduira aucunement l'inflation, principalement due à la hausse des matières premières qui est elle-même provoquée aux deux tiers par la spéculation ;

2/ Au contraire, l'inflation sera aggravée dans la zone euro : « *l'euro repartira à la hausse, le dollar à la baisse, donc les cours pétroliers à la hausse* » ;

3/ Alors que la consommation des ménages est au plus bas, la hausse des taux cassera une croissance déjà très fragile ;

4/ Cette gestion imbécile menace à terme la zone euro que la BCE prétend défendre ;

5/ « *Il n'est plus possible de supporter une BCE dogmatique, cynique et méprisante à l'égard des entreprises et des citoyens de la zone euro* ».

Nous ne sommes pas toujours en accord avec Marc Touati, mais son initiative (1) mérite d'être soutenue et largement relayée.

**S.F.**

■ (1) Pour signer la pétition, consultez le site <http://www.stoptrichet.com>



## Bruni

Républicain rigoureux, Claude Nicolet a raison d'affirmer que la République est une pédagogie : les responsables politiques et les journalistes, autant que les enseignants, doivent être les **instituteurs** de la chose publique.

De ce point de vue, *Le Point* n'est point républicain. En présentant à la Une madame Bruni-Sarkozy comme *La Présidente*, le magazine trouble gravement les esprits. La constitution ne prévoyant ni *présidente*, ni *première dame de France*, la citoyenne Bruni-Sarkozy est simplement l'épouse de Nicolas Sarkozy. Le protocole lui accorde une place dans les réceptions officielles mais elle ne peut exercer aucune fonction politique : elle doit se taire et devrait renoncer à chanter comme on vient de le vérifier puisqu'une allusion à la drogue colombienne dans l'une de ses chansons a suscité les protestations du gouvernement colombien.

La direction du *Point* se moque de tout cela : elle a encensé le supposé président, elle a durement insisté sur sa baisse de popularité et la voici qui accompagne la remontée hypothétique de Nicolas Sarkozy par une opération de haute flagerie.

Nous sommes là hors du champ politique : en alignant sa stratégie sur les sondages, *Le Point* gagne des acheteurs dans tous les cas de figure. Ses confrères font de même. Mais pendant combien de temps ces magazines parviendront-ils à attirer des lecteurs en communiquant sur la communication des communicants de l'Élysée ?

Yves LANDEVENNEC

## La paille et la poutre d'Arvor

**Où l'on vérifie que le départ d'un présentateur de la télévision et la sortie d'un disque de variétés a mille fois plus de retentissement médiatique que la crise économique et financière.**

Un bon truc pour mesurer, à la louche, l'impact médiatique d'un événement : vous notez sur votre moteur de recherches combien d'articles lui ont été consacrés. Après, vous pouvez faire des tas de comparaisons rigolotes ou consternantes.

Tenez, par exemple, savez-vous combien d'articles avaient été consacrés au départ (ou à l'éviction) de celui qu'on appelle l'icône de TF1 ? Eh bien ! je vais vous le dire : à la mi-juin, 1 800 articles avaient été rédigés sur le pauvre Patrick et sur celle qui va prendre sa place, la désormais célèbre Laurence Ferrari.

Et savez-vous combien d'articles annonçaient le grand événement du mois de juillet : la sortie du disque d'une chanteuse italienne mariée à Nicolas Sarkozy ? Une centaine, généralement à la gloire de Carla Bruni.

Mais je parie que vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'un avertissement fâcheux donné par l'ennuyeuse Coface, qui s'occupe d'assurance-crédit, n'a été commenté dans la presse écrite que 25 fois. J'y ajoute 15 secondes happées par hasard sur une chaîne de télévision. De quoi s'agit-il ? Une paille : la Coface note que les incidents de paiement ont augmenté de 45 % sur les quatre premiers mois de l'année et y voit « l'indice du début d'une crise du crédit » due à la baisse de la demande

américaine, à la raréfaction de l'offre de crédit bancaire, à la hausse du prix des matières premières et de l'énergie et à la dévaluation du dollar.

Voilà qui devrait inciter les journalistes à se précipiter chez madame Lagarde pour lui demander quel plan anti-crise son ministère va mettre en œuvre. Mais les grands journalistes ont des soucis moins terre-à-terre et Christine Lagarde nage dans le bonheur depuis la publication de bons chiffres du chômage pour le premier trimestre de cette année. Le ministre de l'Économie ne songe pas à se demander par quel miracle le chômage baisse alors que l'activité économique ralentit – et ne veut surtout pas savoir que la démographie (nombreux départs en retraite) y est pour quelque chose, le décompte minimaliste des chômeurs faisant le reste.

Tandis que *Le Point* concentrait toute notre attention sur Carla Bruni (voir ci-contre), tandis que *Le Nouvel observateur* s'intéressait gravement à la remontée de Nicolas Sarkozy dans les sondages (avec photo en Une de Monsieur en compagnie de Madame), les mauvaises nouvelles s'accumulaient dans les pages intérieures :

La crise financière a déjà coûté 13,6 milliards d'euros aux banques françaises et ce chiffre est provisoire. Quelles conséquences le gouverne-

ment tirera-t-il des erreurs et des fautes des banques ?

La crise immobilière commence à frapper la France : le ministère de l'Équipement annonce que les ventes de logements neufs ont baissé de près de 28 % au premier trimestre 2008 et la situation n'est pas moins préoccupante dans l'ancien. Les capacités d'investissement et de consommation des ménages sont au plus bas, et les conditions d'emprunt se sont durcies en raison de la crise financière. C'est tout le secteur du bâtiment qui va être durement touché, en 2008 et en 2009.

La situation est pire en Grande-Bretagne : baisse des prix, durcissement des conditions d'emprunt, baisse des ventes. En raison des conditions de financement des achats immobiliers (on est propriétaire de son bien quand on l'a intégralement payé) 45 000 ménages anglais devront abandonner leur maison cette année, soit deux fois plus qu'en 2007.

La crise immobilière frappe aussi l'Espagne, selon le scénario écrit depuis six mois : dans ce secteur, le nombre de chômeurs a augmenté de 63 % en un an et les banques espagnoles (allemandes aussi) seront durement touchées par la forte baisse des ventes. La croissance ne dépassera pas 2 % et le chômage a augmenté de 20 % en douze mois.

Heureusement que Nicolas et Carla vont prendre la présidence de l'Union européenne, sous le regard bienveillant de Laurence Ferrari.

Sylvie FERNOY

# L'Europe des peuples

**L'Europe française commence mal. Même sans vote négatif irlandais, la présidence française de l'Union européenne qui s'ouvre le 1<sup>er</sup> juillet pour six mois se présentait mal.**

**L**e président Sarkozy, estimant sans doute que la France avait quelque chose à se faire pardonner, avait choisi de se mettre en avant pour une nouvelle rédaction du traité. S'il était resté plus discret, quitte à laisser Mme Merkel à la manœuvre, il se serait évité de devenir le bouc émissaire des braves Irlandais.

Nous avons voulu être à l'avant-garde, pour être les bons élèves à Bruxelles, pour ne pas laisser la place à Berlin, nous avons fait de la surenchère, baissé la garde sur la politique agricole commune, poussé l'harmonisation fiscale, agité le spectre d'une défense européenne intégrée dans l'Otan, bref tout ce qui pouvait déplaire aux Irlandais, fortement ruraux, ne pouvant compter que sur une fiscalité discriminatoire pour attirer les entreprises et fondamentalement neutres, hors Otan. Le non irlandais est un non à une Europe française. C'est un échec de la France avant d'être un échec bruxellois.

Nous en subissons les conséquences. L'Allemagne, que nous avons cru coiffer sur le poteau, va se poser en arbitre et en sauveur. Elle va jouer les institutions contre le traité. Le traité de Nice, auquel nous devrions revenir, ne la dérangeait aucunement puisqu'elle y avait acquis une supériorité numérique. Elle s'est toujours méfiée d'une présidence permanente qu'elle

soupçonne de tomber sous influence française, notre système présidentiel et notre administration technocratique étant mieux outillées pour manœuvrer. En revanche, au Parlement européen, nous avons un point faible et l'Allemagne un point fort.

La classe politique française s'est toujours gaussée du Parlement européen que les autres prennent très au sérieux. Divisée, moins habituée que quiconque au fonctionnement d'un régime parlementaire renié depuis 1958, elle n'a jamais réussi à compter durablement dans aucune des grandes formations européennes ni dans le travail de commission. Les Allemands au contraire contrôlent la principale formation politique : le *Parti populaire européen*, d'inspiration chrétienne-démocrate. Ils exigent que le président futur de l'Union sorte de ses rangs et non du chapeau d'un Sarkozy *people* qui privilégie des *copains* comme Tony Blair. L'Allemagne qui tiendra des élections en septembre 2009 entend d'abord gagner les élections européennes de juin 2009. Ce sont ces élections qui doivent déterminer l'orientation des institutions européennes et non un traité, surtout caduc.

Si la présidence française devait en décider autrement, elle ne serait pas suivie par ses partenaires. Elle se rendrait également triplement parjure pour avoir ignoré trois référendums populaires, ceux

de la France et des Pays-Bas en 2005 et celui de l'Irlande en 2008.

Au cours des six prochains mois, la France ne sera plus gouvernée. La présidence, Maignon et le quai d'Orsay, le gouvernement dans son ensemble, sont mobilisés pour présider l'Union. Ce que la Slovaquie a fait ou la République tchèque fera après nous avec leurs maigres ressources humaines, nous nous y investissons totalement. Or, contrairement à ce qui est dit souvent, une présidence ne rapporte rien au pays qui l'assume. Ses responsables doivent se comporter en présidents, c'est-à-dire faire ce qu'auront décidé les vingt-sept. Leur seul mérite sera d'aboutir à l'adoption de consensus dans lesquels souvent ils seront les plus grands perdants car ils auront dû accepter le plus de concessions en tant que président. Fors la gloire, la présidence française ne servira pas la France.

Elle ne servira pas non plus l'Europe comme le révèle une fois de plus le vote irlandais. Un référendum qui ne donne pas de choix, qui ne présente pas d'alternative, ne peut qu'être mal vécu. Il s'appelle plébiscite. *Moi ou le chaos* n'est pas une preuve de démocratie. Comme les Français, les Irlandais ont d'abord renâclé devant l'intimidation, l'intoxication, l'unanimité. Quels que soient les avantages objectifs du texte, c'est d'abord un acte de résistance, puisqu'il n'y a pas d'autre issue. Les Irlandais savent ce que ce mot veut dire.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **BELGIQUE** – Selon un sondage paru dans *Soir-Magazine*, 52,4 % des Belges francophones estiment que le roi Albert II (âgé de 74 ans) ne doit pas prendre sa retraite, contre 34,6 % qui jugent qu'il devrait passer la main. En outre, plus de 77 % des Bruxellois et des Wallons jugent que la monarchie doit être maintenue après Albert II et 52 % estiment que la Belgique ne pourrait survivre à la disparition de la monarchie. Par ailleurs, 56 % de francophones classent le prince Philippe en première position dans le classement des successeurs du roi actuel. A l'inverse, selon un sondage paru il y a quelques temps dans *Het Laatste Nieuws*, 68 % des Flamands souhaitaient que le roi Albert II quitte son poste à 75 ans, c'est à dire dans un an.

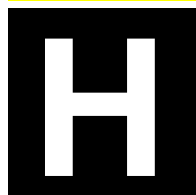
♦ **ARABIE SAOUDITE** – Recevant à Riyad les participants à un séminaire sur le dialogue de civilisations, le roi Abdallah s'est proposé d'organiser un dialogue entre l'islam, le christianisme et le judaïsme. « *L'idée, c'est que je demande à (des représentants de) toutes les religions monothéistes de se réunir avec leurs frères dans la foi* », a déclaré le souverain ajoutant qu'il avait l'accord des oulémas saoudiens pour ce faire. Le roi, qui porte le titre de *Serviteur des deux saintes mosquées* à La Mecque et Médine, a indiqué avoir évoqué son projet, qu'il dit nourrir depuis deux ans, avec le pape Benoît XVI lors de leur rencontre en novembre dernier au Vatican.

♦ **NÉPAL** – Le roi Gyanendra a quitté le palais royal de Narayaniti à Katmandou pour s'installer provisoirement dans une ancienne résidence royale dans la banlieue de la capitale. « *Il est très positif que le roi ait accepté pacifiquement de quitter le palais et nous le remercions* », a déclaré Krishna Bahadur Mahara, porte-parole des maoïstes. Dans une ultime adresse à la nation, le roi a déclaré « *respecter le verdict du peuple* ». L'ancien palais royal a été transformé en musée national.

♦ **JAPON** – Le prince héritier Naruhito s'est rendu à Sao Paulo pour présider les manifestations qui marquent le centième anniversaire de la communauté japonaise du Brésil. C'est en effet le 18 juin 1908 que les premiers 781 immigrants nippons ont débarqué du Kasato Maru pour travailler dans les plantations de café des alentours de la ville de Sao Paulo. Depuis cette date, la communauté nippon-brésilienne n'a cessé d'augmenter pour dépasser aujourd'hui le million et demi d'habitants.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – Le prince Andrew, quatrième dans la ligne de succession au trône, s'est rendu en Afghanistan pour visiter les bases militaires anglaises, rencontrer ses compatriotes militaires et s'informer sur les travaux de reconstruction en cours dans le sud du pays. Son porte-parole a déclaré : « *Le duc d'York a été profondément impressionné par le courage et le professionnalisme des militaires hommes et femmes qu'il a rencontrés lors de sa visite. Mais il arrive à un très triste moment et nos pensées et nos prières sont avec les familles qui ont perdu des êtres chers pendant le week-end* ». La visite du prince a coïncidé avec la mort de plusieurs militaires anglais dont plus de cent ont déjà péri dans cette guerre.

# Expériences laïques



historien et sociologue, chercheur au CNRS, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'islam dans les pays arabes du Moyen-Orient, Pierre-Jean Luizard a consacré à la *Question irakienne* un ouvrage qui fait autorité et qu'il avait bien voulu présenter aux lecteurs de *Royaliste*. Dans un nouvel ouvrage, il analyse un fait ordinairement

**négligé : très différente de la laïcité française, la laïcité dans les pays musulmans tant sunnites (Turquie, Égypte) que chiïtes (Iran) a toujours été instituée par des régimes autoritaires, incarnée par des militaires ou par des dirigeants issus de l'armée. Les réactions islamistes s'en trouvent éclairées d'un jour nouveau.**

■ **Royaliste : D'une manière générale, qui est laïque et qui ne l'est pas ?**

**Pierre-Jean Luizard** : D'abord une précision : je ne dis pas que tous les militants de la laïcité en terres d'islam sont acquis à l'autoritarisme. Je m'intéresse aux régimes politiques et je constate que le monde musulman n'a connu que des laïcités autoritaires lorsqu'elles étaient officielles. Cela n'empêche pas des partis politiques et des intellectuels de défendre des laïcités libérales. Pour répondre à votre question, je propose deux définitions simples : est musulman toute personne qui agit ou prétend agir au nom de l'islam ; est laïque celui qui se réclame de la laïcité. Ce qui permet d'exclure tout jugement de valeur sur la manière d'être musulman ou laïque.

■ **Royaliste : Quels pays se réclament officiellement de la laïcité ?**

**Pierre-Jean Luizard** : Dans le monde musulman qui nous

est proche, pendant longtemps, seule la Turquie a inscrit la laïcité dans sa constitution. Certaines Républiques d'Asie centrale, marquées par leur passé soviétique, se proclament aujourd'hui officiellement laïques. Par mimétisme avec la France, on retrouve aussi mention de la laïcité dans les pays de l'Afrique de l'Ouest francophones.

Deux partis politiques arabes se sont réclamés explicitement de la laïcité : le parti Baas en Syrie et en Irak ; le Néo-Destour de Bourguiba en Tunisie. On peut y ajouter plusieurs régimes laïcisants : l'Iran des Pahlavi (de 1920 à la chute du Chah) ; l'Afghanistan du roi Amanollah (1919-1929). J'évoque aussi l'Égypte de Nasser, qui ne se réclamait pas de la laïcité, mais qui est l'exemple le plus abouti, dans le monde arabe, d'une imitation du kémalisme.

■ **Royaliste : Quel est le lien entre les pays que vous étu-**

**Pierre-Jean Luizard** : Ils ont tous connu le choc de la colonisation européenne. Même la Turquie et l'Iran, qui n'ont pas été directement colonisés, ont réagi comme s'ils appartenaient à la sphère post-coloniale.

■ **Royaliste : Pourquoi ?**

**Pierre-Jean Luizard** : Il y a eu en 1918 l'occupation par les forces alliées d'Istanbul, siège du Califat, et le démembrement de l'Empire ottoman. L'Iran a été pendant la Première Guerre mondiale un terrain d'affrontement entre les armées ottomanes, anglaises et russes et ce pays a failli disparaître : avant la prise de pouvoir de Reza Khan, le pouvoir politique à Téhéran ne pouvait quasiment plus exercer sa souveraineté. Les Suédois contrôlaient la gendarmerie, les Américains avaient la mainmise sur les finances, les Anglais contrôlaient le pétrole et les frontières, les Belges s'occupaient des douanes. Ce sont les Anglais qui ont trouvé, au

sein d'un bataillon de cosaques, le fondateur de la dynastie des Pahlavi, fort soumise à la puissance britannique.

En Turquie, c'est par une sorte de miracle que Mustafa Kemal a pu sauver son pays : la Turquie était condamnée à être réduite à la portion congrue par les Alliés qui prévoyaient la fondation d'un État kurde et d'un État arménien. Les Grecs réclamaient toutes les rives de la mer Égée et une partie de la Thrace orientale ; les Français occupaient la Cilicie, les Italiens occupaient la région d'Antalya, l'armée russe avançait dans le Caucase. Les Turcs ont alors vécu une période d'effondrement généralisé et le traumatisme a été considérable puisque tous les peuples de la région étaient appelés à fonder un État national - sauf les Turcs. La crainte de l'anéantissement explique pourquoi il y a aujourd'hui tant de raidissement lorsqu'on soulève en Turquie la question des minorités.

Je n'insiste pas sur la colonisation directe dans les pays arabo-musulmans, qui est bien connue : partout, il s'agissait d'apporter les Lumières à des peuples qui vivaient, disait-on alors, dans l'obscurantisme religieux.

■ **Royaliste : Pourquoi le kémalisme est-il devenu un modèle ?**

**Pierre-Jean Luizard** : Parce que ce fut le premier mouve-



ment de ce type. Parce que ce mouvement s'est développé dans un pays qui avait abrité le siège du califat, ce qui a renforcé son prestige. Parce que ce mouvement était radical. Il faut aussi souligner que, en Turquie, le mouvement national et laïque a été le seul à sauver l'indépendance du pays - en créant une nouvelle identité.

L'ambition de Mustafa Kemal était de donner aux Turcs « *les moyens de s'élever au niveau de la Civilisation européenne* ». On trouve ce thème de la Civilisation dans tous les discours coloniaux : Jules Ferry pense que les « *racés inférieures* » (au sens non raciste de peuples enfermés dans la religion) peuvent s'élever par l'éducation au niveau des « *racés supérieures* ». Mustafa Kemal reprend les valeurs du vainqueur pour que la Turquie échappe à l'anéantissement. Né à Salonique, ville largement ouverte aux influences européennes, il réfléchit à la déroute du monde musulman, apprécie le mouvement des Jeunes Turcs qui ont tenté de réformer le vieil empire, mais il leur reproche d'avoir tenté de conserver un État qui était légitimé par la religion. Pour Mustafa Kemal, l'Europe est puissante parce qu'elle est moderne : elle est constituée de nations, ces nations puisent aux Lumières. Il en conclut que la Turquie doit devenir laïque, à l'exemple de la France où le camp républicain laïque avait décidé de combattre les catholiques jusqu'à leur défaite politique.

À la suite de Mustafa Kemal, tous les dirigeants laïques ou laïcisans de pays musulmans ont choisi d'inventer pour leur peuple une nation, dotée d'un État-nation.

#### ■ **Royaliste : Comment ont réagi les peuples concernés ?**

**Pierre-Jean Luizard :** Remplacer la souveraineté fondée sur Dieu par une souveraineté nationale représentait un véritable séisme pour une population musulmane qui contrairement aux chrétiens de l'empire (dans les Balkans notamment) ne se concevait pas d'abord comme turque, arabe ou kurde. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ces populations se définissaient d'abord comme musulmanes, par rap-

port aux chrétiens, et l'identité turque existait à peine. Le mot *turc* évoquait le bouseux du fond de l'Anatolie : on était Ottoman.

Ainsi, Mustafa Kemal a créé *ex nihilo* l'identité turque. Dans cette tâche qui demandait une formidable énergie, il a été aidé par le soulèvement des peuples musulmans de l'empire au nom de leur identité ethnique - notamment les Arabes et les Albanais. Il fallait donc que les Turcs réagissent en tant que nation ethnique. Mais cette identité restait très fragile et c'est ce qui explique qu'elle soit devenue aussi englobante : c'est d'ailleurs là un trait commun à toutes les identités ethniques, laïques ou laïcisantes, qui émergent de la Première Guerre mondiale. Quand une identité est fragile, elle ne peut reconnaître les minorités qu'elle perçoit comme des menaces.

Mais il y a un paradoxe : au moment où la Turquie se proclame républicaine et laïque, jamais elle n'a été aussi musulmane ! À l'époque de l'empire, il existait de fortes minorités orthodoxes et juives, mais l'échange de population entre la Grèce et la Turquie, donc entre deux nations ethniques, s'est fait sur des bases religieuses. Les chrétiens hellénophones quittent le pays et ce sont des musulmans non-turcs qui viennent s'installer en Turquie : Bosniaques, Albanais, Caucasiens... qui ne parlaient pas le turc. C'est à ce moment là que Mustafa Kemal invente la turcité, réforme l'alphabet - ce qui coupe les nouveaux Turcs de tout le passé ottoman -, purifie la langue de ses apports arabes et persans et fonde la nouvelle nation sur les Hittites qui avaient l'avantage d'être anatoliens. Du moins jusqu'à ce que les archéologues établissent l'origine indo-européenne de ce peuple... On a donc inventé une origine mythique en Asie centrale : le Touran qui aurait été le berceau de tous les peuples turcs.

Par ailleurs, on a inventé un folklore : comme auparavant en Hongrie, Bartok alla chercher dans les campagnes anatoliennes les éléments d'un folklore national. Dans les années 1930, par imitation des nationalismes européens, on



■ **Mustafa Kemal dit Atatürk (le père des Turcs) qui imposa l'occidentalisation et la laïcisation de la Turquie moderne.**

verra fleurir une interprétation raciale de la turcité. Dans la réalité, les musulmans en sont venus à composer l'immense majorité de la population : les Kurdes, parce que musulmans, ne pouvaient être que turcs. Car, malgré la laïcité, l'islam n'a pas été expulsé de la vie publique, mais au contraire intégré dans les institutions de l'État... La laïcité est devenue une religion civile, sacrée donc intouchable, imposée de force : il y eut ainsi de nombreuses exécutions pour le simple port du fez.

#### ■ **Royaliste : Comment se déroulent ailleurs les autres processus de laïcisation ?**

**Pierre-Jean Luizard :** Le processus iranien imite la Turquie. En Iran, les persanophones ne sont pas majoritaires : il y a des Baloutches, des Azéris, des Turkmènes, des Arabes et c'est l'islam chiite qui était le ciment de l'Iran. Après s'être fait couronner empereur, Reza Chah a voulu faire de son pays une nation moderne en forgeant une nouvelle identité sur une iranité puisée dans le passé sassanide et achéménide, mais sans aller aussi loin que Mustafa Kemal dans la lutte contre les religieux. Cela dit, l'Iran est le premier pays musulman à avoir interdit le voile par une loi, en 1936, alors qu'il était seulement déconseillé en Turquie.

Un quart de siècle plus tard, nous aurons le pendant de la turcité dans le nationalisme arabe qui est né en miroir et en opposition aux nationalismes turc et iranien. Ainsi, le mot d'ordre des bassistes est de faire de la nation arabe une entité avec un message éternel.

Toutes ces laïcités ont été autoritaires et se sont appuyées sur l'armée. Elles ont provoqué une intériorisation de l'islam en Turquie, avant qu'il ne devienne le référent de la société civile émergente, à la faveur du multipartisme (à partir des années 1950). Ailleurs, les mesures laïques ont été moins radicales : en Iran et dans les pays arabes, l'État a été confronté à une société civile musulmane - parfois violemment comme en Égypte et en Syrie où un régime de terreur a été appliqué aux Frères musulmans.

Un autre point commun à ces laïcités musulmanes est que, nulle part, elles n'ont abouti à une séparation entre l'État et la religion comme ce fut le cas en France (1905). Mustafa Kemal avait compris que la République turque ne pouvait se passer de l'islam, dont il fit la religion nationale des Turcs (dans sa version sunnite hanafite), et qu'il voulait contrôler étroitement. Bourguiba se présentait comme un réformateur musulman. Et Saddam Hussein reprendra un discours islamique à la faveur de sa guerre contre l'Iran de Khomeyni.

Comme nous le constatons, ces États autoritaires n'ont pas pu empêcher la jonction entre des sociétés restées musulmanes et l'islam publiquement institué...

#### **Propos recueillis par B. La Richardais**

📖 Pierre-Jean Luizard - « *Laïcités autoritaires en terres d'Islam* » - Éd. Fayard, prix franco : 19 €.

➡ **Achat immédiat**

## Le Débat

## De nouveaux combats

Il y a quatre bonnes raisons de lire la dernière livraison du *Débat* (1) :

- la discussion serrée et de très haut niveau sur le livre polémique que Élie Barnavi a consacré aux *Religions meurtrières* et qui vise principalement l'Islam. Précédée des textes de Bernard Lewis (*L'Europe et l'Islam*) et d'Abdelwahad Meddeb (*L'avenir de l'islam européen*), la controverse qui réunit Rémi Brague, Marcel Gauchet et Antoine Sfeir est à mille lieues des pugilats médiatiques ;

- sans négliger les articles consacrés à Thibaudet, à l'occasion de l'édition de ses œuvres par Antoine Compagnon, on ne manquera pas les trois points de vue publiés sur *l'actualité des Lumières* en retenant plus particulièrement l'analyse de Marcel Gauchet montrant que la critique des Lumières doit être faite en raison, selon l'esprit des Lumières ;

- l'article lumineux de Patrice Gueniffey (2) sur *Les Napoléon de François Furet* qui est un bel exemple d'historiographie et une passionnante réflexion sur la politique de l'Empereur ;

- l'article que Ran Halevi consacre à *la religion de la gloire* chez Louis XIV, où l'on voit que cette religion n'est pas une pathologie de la grandeur mais « une tentative originale, extravagante, longuement méditée, de produire de la légitimité politique autrement que par des traités savants et des proclamations solennelles ».

Décisif, pour comprendre la fin de l'Ancien Régime.

Jacques BLANGY

(1) *Le Débat*, n° 150, mai-août 2008, Gallimard, prix franco : 18 €.

(2) Cf. son ouvrage : « *Le Dix-huit Brumaire* », Gallimard, 2008, prix franco : 24 €.

### Comprendre comment le capitalisme des actionnaires a gagné toutes ses batailles depuis vingt-cinq ans permet d'ouvrir la perspective d'une révolution culturelle dans le mouvement syndical.

En peu de pages, Philippe Arondel nous offre un manuel de stratégie syndicale publié sous les couleurs de la CFTC mais qui devrait être étudié par les dirigeants et les militants de toutes les organisations de salariés (1). Pour qu'un renversement de tendance soit possible, il faut saisir la nature de l'adversaire, examiner les raisons des défaites passées, appuyer sur une base intellectuelle solide le projet de reconquête.

L'adversaire. Ce n'est plus le *Kapital* tel que Marx le dénonce, ni le capitalisme industriel appuyé sur une *technostructure* tel que Galbraith l'analysait voici une trentaine d'années.

Ce qui domine aujourd'hui, c'est le capitalisme financier qui vise à réaliser le maximum de profits pour verser le maximum de dividendes aux actionnaires de l'entreprise. Ce système ruineux pour l'industrie et ennemi du salariat s'enrobe de formules impressionnantes (*Corporate gouvernance, création de valeur*) qui masquent la brutalité de la logique mise en œuvre. C'est pourquoi Philippe Arondel et les nombreux économistes qu'il cite se sont employés à dévoiler les principes et les méthodes d'une idéologie qui s'est imposée avec une facilité déconcertante en France et en Europe dans le courant des années quatre-vingt.

Depuis le début, les ultralibéraux ont fait valoir qu'il n'y avait pas d'autre choix que la soumission aux mécanismes bienfaisants du marché. Il est stupéfiant de constater que tout le processus de libéralisation des échanges et de dérégulation financière a été imposé par le personnel politique, de gauche comme de droite, qui ne s'est pas aperçu du caractère totalement paradoxal de son action : c'est par l'intervention massive et parfois violente de l'État que la **dérégulation** a eu lieu ; ce sont les décisions des dirigeants politiques qui rendent possible la destruction de la législation sociale ; c'est une nouvelle régulation étatique, inspirée par l'idéologie ultralibérale, qui assure le fonctionnement du prétendu *marché* dont nul n'ignore le caractère dangereusement chaotique. Même chose au niveau européen : pas de *marché unique* sans le despotisme éclairé des organes bureaucratiques et financiers de Bruxelles et de Francfort.

La volonté des oligarchies n'aurait sans doute pas permis à elle seule d'imposer le *marché* et la liquidation progressive des droits protecteurs des salariés. Il a fallu que les directions syndicales entrent dans le jeu des oligarques politiques et patronaux. Philippe Arondel montre que les dirigeants des syndicats sont implicitement convaincus de la

victoire du capitalisme financier. Ils en concluent que la seule possibilité pour eux est de négocier des aménagements permettant d'éviter le pire : la *flexi sécurité*, c'est mieux que l'absence de toute sécurité dans l'emploi ; le salaire inférieur au Smic, c'est mieux que pas de salaire du tout... Somme toute, un médecin pervers a proposé à un patient en bonne santé de choisir entre la mort et l'amputation d'une jambe, puis de l'autre. Chaque fois, les syndicats ont accepté cette chirurgie démente et les dirigeants socialistes ont offert des béquilles aux charcutés.

Philippe Arondel propose de rompre avec les tactiques de défense minimaliste sans prétendre revenir aux *trente glorieuses* pour une part mythifiées. Dans la fidélité à la tradition du christianisme social, il souhaite fonder la résistance au capitalisme financier sur un humanisme inspiré par la philosophie personnaliste d'Emmanuel Mounier et lance le débat sur une réforme de l'entreprise qui verrait l'entrée des salariés en tant que tels dans les conseils d'administration afin que le pouvoir des actionnaires soit contrebalancé par ceux qui font effectivement vivre l'entreprise. Cette révolution constructive doit être sérieusement envisagée et préparée.

Annette DELRANCK

(1) Philippe Arondel - « *Nouveau capitalisme - Une révolution en devenir...* », Collection Arguments, Bureau d'études de la CFTC, 2007, prix franco : 14 €.



# L'honneur du journalisme

**J**e venais d'achever la lecture de l'essai de mes chers et estimés confrères Philippe Cohen et Elisabeth Lévy sur les malheurs contemporains du métier de journaliste, lorsque inopinément un article d'Albert Thibaudet sur un livre de Daniel Halévy m'est tombé sous les yeux (1). Surprise : c'était le même sujet traité et le jugement était aussi désenchanté. À quelques quatre-vingts ans de distance, la même plainte s'énonçait, avec encore plus d'amertume et de colère chez Halévy. L'ancien compagnon de Péguy parlait d'une atmosphère étouffante pour l'homme de lettres dans les conditions de la presse d'information qui s'était substituée à la presse d'opinion d'antan. Mais le plus grave c'est que l'intéressé s'en accommodait ! Et Halévy de parler de *décadence de la liberté*. Philippe Cohen et Elisabeth Lévy ne disent pas autre chose. Faudrait-il en conclure que quel que soit le moment, le métier de journaliste n'a jamais été comode et qu'il faudrait relativiser les difficultés présentes, tout en se félicitant de ce qu'il y ait toujours des esprits libres pour s'insurger et défendre l'avenir de l'intelligence ? Je ne le crois pas tout à fait, car s'il est vrai que les mutations décrites par Daniel Halévy dans les années trente décrivent déjà l'emprise de l'argent et le goût de l'opinion pour une certaine paresse d'esprit, nous sommes parvenus à un stade d'évolution suffisamment avancée pour que nos deux confrères puissent sérieusement **s'énerv**er.

Au fond, ils vérifient les anticipations de leur devancier, qui à certains égards apparaissent prophétiques. Thibaudet approuvant Halévy souligne le succès triomphal de *L'Ami du peuple* (2) « qui donne pour deux sous de papier, et l'impression en sus » et ajoute : « Mais le jour inévitable où Potin (la chaîne de magasins d'alimentation) offrira, dans ses dépôts, le journal gratuit à tout acheteur, le peuple ingrat laissera froidement tomber son Ami. » *L'Ami du Peuple* qu'on laisse tomber, c'est toute la presse parisienne et provinciale à l'heure du triomphe des gratuits. Mais c'est aussi le processus moral esquissé par Halévy et qui s'achève dans le désenchantement du métier souligné par Philippe Cohen et Elisabeth Lévy. Pourtant, il n'y a pas si longtemps on considérait comme des héros les deux petits reporters qui avaient révélé le scandale du Watergate et précipité la chute de Richard Nixon. Hollywood avait célébré leur saga héroïque avec *Les hommes du Président*. Trente-trois ans plus tard, un autre film, *Les Oubliées de Juarez*, sanctionne la liberté perdue d'une journaliste qui enquête sur les disparitions d'ouvriers mexicains employés par une multinationale américaine et renonce à publier ses recherches sous la pression de l'actionnaire du journal qui l'emploie. « Le désenchantement du métier est devenu un lieu commun, même à Hollywood. Le quotidien du journaliste ordinaire, qui n'a pas souvent de tels cas de conscience à se mettre

sous la dent, est encore moins glorieux. Bienvenue dans le monde des médias du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Pourtant, nos deux journalistes n'ont pas craint de promouvoir la Presse (les médias) en *Premier pouvoir* et Elisabeth Lévy a même dirigé sur *France culture* une trop éphémère émission hebdomadaire à cette enseigne. C'est vrai que les médias sont omniprésents et omni puissants et qu'ils peuvent faire des dégâts. On se souvient de ce virtuose que fut Edwy Plenel dans ses années glorieuses au *Monde*. Le journalisme dit d'investigation a multiplié des révélations de scandale depuis le Rainbow Warrior jusqu'à l'affaire Alègre. Mais il est avéré depuis que ses méthodes étaient tronquées - toute l'information était livrée par des magistrats en mal de publicité - lorsque ses révélations n'étaient pas scandaleusement mensongères ou diffamatoires. Toujours est-il qu'il est désormais manifeste que l'investigation est sous influence et qu'elle est largement manipulée, ainsi que l'atteste l'affaire Clearstream.

Depuis la privatisation de TF 1 et son rachat par le groupe

Bouygues en 1986, c'est le monde des affaires qui s'est massivement emparé des moyens d'information. L'évidence s'est imposée que la possession d'un média constitue une arme incontournable pour se faire entendre des décideurs politiques et respecter du *milieu*. Tous les grands titres sont progressivement absorbés par les industriels. Et ce qui se passe en ce moment au *Monde*, le journal de référence voulu par de Gaulle à la Libération, ne fera que conclure l'inéluctable évolution qui marque la fin du rêve d'une presse libre jusque dans les conditions économiques de sa gestion. Philippe Cohen et Elisabeth Lévy ne sauraient être sérieusement contestés sur leur analyse d'un phénomène aussi avéré. Mais ils y ajoutent leur *grain de sel* en marquant la responsabilité propre à la profession journalistique. Si celle-ci a mal tourné c'est peut-être qu'elle s'est de

plus identifiée à une idéologie de style progressiste qui n'était que le masque du conformisme le mieux en cour. Après la mort du communisme, le journalisme a repris la fonction de l'avant-gardisme éclairé, mais au service du système marchand et de plus en plus en situation de ne produire que du divertissement au moyen de l'exploitation systématique de l'émotionnel. « *Au total, le journalisme offre une couverture moralement acceptable et politiquement utile au commerce mondial du temps de cerveau disponible.* »

Pourtant, au terme de leur réflexion souvent amère, Philippe Cohen et Elisabeth Lévy n'apparaissent nullement désespérés. La technique peut ménager avec Internet des espaces inédits de liberté. Mais surtout ils demeurent intimement persuadés que le propre du journalisme est de promouvoir des idées et de les défendre à tout prix. Contre le conformisme médiatique, il s'agit d'échapper à la logique instrumentale et à la coalition des intérêts, pour faire vivre des convictions, les illustrer, au risque de déplaire. Est-ce trop d'optimisme sauvegardé en dépit de l'âge de fer qu'ils ont décrit ? C'est surtout la fierté de poursuivre la tâche du plus beau des métiers qui n'a de sens qu'à perpétuer liberté et intelligence.

■ (1) Philippe Cohen & Elisabeth Lévy - « **Notre métier a mal tourné**, deux journalistes s'énervent », Mille et une nuits, prix franco : 19 €. 

(2) *L'Ami du peuple*, quotidien destiné aux classes populaires, fondé en 1928 par le parfumeur François Coty et vendu deux sous alors que ses concurrents étaient vendus cinq sous.

par Gérard Leclerc



# La force par le sport

**Dans une excellente enquête journalistique menée aux quatre coins d'une Chine qu'il connaît bien, Luc Richard démolit la thèse de sa démocratisation et de son ouverture que devait couronner l'organisation des Jeux Olympiques à Pékin cet été.**

**L**es émeutes qui ont eu lieu au Tibet au mois de mars dernier et leur répression ont soudainement **rappelé** à nos pays que la Chine n'était pas seulement un pays rêvé pour les investisseurs étrangers ; c'est aussi un pays au pouvoir dictatorial, qui se modernise au détriment de la majorité de la population. La situation des Tibétains, dont le mode de vie traditionnel nomade est renversé par une sédentarisation forcée, reflète de manière grossissante celle du peuple chinois.

L'enquête de Luc Richard le mène d'abord à rencontrer des personnes de toutes conditions et ce, jusqu'aux confins du pays. Il emprunte la nouvelle ligne de chemin de fer qui rattache solidement Lhassa à la capitale, il partage la vie des ouvriers pendant quelques jours. Elle le ramène ensuite à Pékin, à la fois lieu du pouvoir sans partage du Parti communiste et ville historique sacrifiée aux réalisations immobilières de la nomenklatura enrichie. Comme en Russie, les hauts dirigeants du PC chinois ont monétisé leurs fonctions politico-administratives et cumulé avec elles un immense pouvoir financier. Contrairement à ce qui s'est passé en Russie, cependant, le PCC est resté un Parti État et le régime a gardé son idéologie.

Un seul événement politique a troublé ces années fructueuses : les manifestations sur la place Tian'anmen en juin 1989. Luc Richard écrit

que c'est suite à leur répression que Deng Xiaoping, alors Premier secrétaire du Parti, a souhaité que la Chine soit candidate à l'organisation des Jeux Olympiques : une manière de récupérer un peu de prestige aux yeux des Chinois aussi bien que des étrangers.

L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle nous a montré nombre d'exemples d'usage politique et propagandiste des JO. Les pays communistes notamment, après l'Allemagne nazie, ont voulu faire du sport la manifestation éclatante de la supériorité de leur système idéologique. Celui-ci n'était-il pas capable de créer un homme nouveau, au corps sculpté pour se surpasser lui-même ? Remarquables à cet égard sont les pages sur l'encadrement sportif dans l'ex-RDA et ses similitudes avec celui de la Chine actuelle. Le Parti y met beaucoup d'argent et de contrôle. « *La finalité [des Jeux Olympiques] reste politique et idéologique : faire de Pékin la vitrine conquérante du PCC, réaffirmer le lien durable entre le régime et le destin du pays.* » Le moins affligeant n'est pas de constater que certains dirigeants occidentaux, au premier rang desquels les Français, se croient obligés de se mettre au garde à vous.

**Véronique HALLEREAU**

Luc Richard - « *Pékin 2008 : pourquoi la Chine a déjà gagné* », Éd. des Mille et une nuits, 2008, prix franco : 15 €. 

# La voix d'un sage

**Cette année 2008 verra le bicentenaire de la naissance d'Abd el-Kader. Il est à craindre que cet événement ne passe totalement inaperçu.**

**E**n 1855, alors en exil, l'émir adresse à M. Reinaud, président de la Société asiatique, le texte d'une *Lettre aux Français*. Au fait des arcanes et préjugés de l'intelligentsia du temps (ont-ils bien changé ?) il ouvre son manuscrit par ces mots : « *Apprenez d'abord que c'est une nécessité pour l'homme intelligent de considérer les paroles prononcées et non celui qui les a dites. Si ces paroles sont vraies, il les acceptera, que celui dont elles proviennent soit connu pour dire en général la vérité ou le mensonge.* » Précaution utile puisque son texte ne connut qu'une diffusion limitée, à demi-tronqué par une traduction approximative, en 1858.

En cette moitié du XIX<sup>e</sup> siècle où triomphe positivisme et matérialisme Abd el-Kader défend avec force l'acquisition des sciences utiles à l'homme. Cependant il place au-dessus de toutes les sciences la connaissance des prophètes chez lesquels il opère une distinction des universaux. Moïse prophète de l'action, Jésus prophète de la réflexion, Mahomet prophète de l'action et de la réflexion. Néanmoins l'émir n'a rien d'un dogmatique, à ses yeux les prophètes indiquent le but à atteindre, la sagesse à laquelle aspirer. Leur connaissance est intime. La politique en tant que science doit connaître les prophètes mais aussi adapter son action aux choses des hommes. S'il y a

bien complémentarité, il y a également séparation.

La religion est vérité intemporelle, la politique vérité temporelle. L'esprit est le médiateur de toute connaissance et Abd el-Kader précise « *Les productions de la pensée ne sauraient avoir de limite, le libre usage de l'esprit est en effet un exercice proprement infini* ». Phrase qui n'a rien d'étonnant sous la plume d'un féru simultané de philosophie grecque et de théologie islamique. Le bien le plus précieux étant la perfection de l'homme. Perfection qui ne saurait exister dans un monde uniquement gouverné par l'apologie des valeurs matérielles.

À cet égard, il convient de souligner la ferme condamnation du capitalisme moderne par l'émir. Pour lui l'argent n'est utile que comme moyen destiné à faciliter la sociabilité entre les hommes et la poursuite de son amassement est une action éminemment condamnable. On notera sa ferme réprobation du crédit avec intérêt. Vendre de l'argent pour de l'argent.

*Lettre aux Français* reste un texte d'une très grande actualité. Il rappelle les priorités qui devraient régir chaque individu, mais il le fait sans fanatisme. C'est l'œuvre d'un érudit et une pierre sur le chemin de la liberté authentique.

**Bruno DIAZ**

Abd el-Kader - « *Lettre aux Français* », Phébus/Libretto, prix franco : 9,50 €. 

## Souscription

### Une hirondelle ne fait pas le printemps...

Vous dire que je suis satisfait et rassuré serait un mensonge. Il faut bien constater que notre souscription piétine. Plus de deux mois après son lancement, nous avons à peine dépassé la moitié de la somme qui nous est absolument nécessaire pour équilibrer notre budget de la prochaine année universitaire. Les causes de cette défaillance - que je souhaite provisoire - sont sans doute multiples, mais avant que de les analyser et d'épiloguer sur le sujet, nous devons, et c'est impératif, redresser la barre. C'est pourquoi je relance un appel à tous nos amis et lecteurs afin qu'ils se sentent mobilisés pour que nous atteignions l'objectif fixé avant la fin du mois de juillet. Il reste un peu plus d'un mois. C'est possible d'y arriver... nous le devons !

Yvan AUMONT

#### 5<sup>e</sup> liste de souscripteurs

Françoise Baudin 50 € - Gérard Bellebeau 30 € - François Callais 100 € - Philippe Vimeux 153 € - Jean-Philippe Chauvin 25 € - Michèle Cochet 50 € - Marcel Conche 80 € - Philippe Delorme 50 € - Guy Delranc 20 € - Michèle Dutac 7.24 € - Richard Fielz 100 € - Gérard Genini 10 € - Véronique Hallereau 15 € - Isabelle Houdart 150 € - Martin Hybler 100 € - Alain Jouffroy 20 € - Yolande de Prunel 30 € - Jacques Roué-Daëron 45 € - D.R. (Isère) 12 € - Bernard Sonck 200 € - Laurent Veyrenc 30 €.

Total de cette liste 1 277.24 €

Total précédent 4 453.44 €

Total général : 5 630,68 €

[Faire un don en ligne](#)

#### BOUTIQUE

Notre "Boutique" sur internet vient d'ouvrir un nouveau rayon. On peut désormais choisir et acheter en ligne porte-clés, bagues, fanions et divers objets fleurdelisés.

Dans la partie "Librairie" tous les ouvrages de Bertrand Renouvin sont également déjà en vente en ligne. D'autres ouvrages seront prochainement ajoutés. Notre site :

<http://www.narinfo.fr.st>

#### ABONNEMENT - ESSAI

*Royaliste* ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

#### Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@aol.com](mailto:NouAcRoyal@aol.com)
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 25 juin** - Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'ENA, **Arnaud TEYSSIER** est à la fois historien et haut fonctionnaire. Spécialiste de l'histoire politi-

que contemporaine, il a publié, entre autres ouvrages, un *Lyautey* pour lequel nous l'avions reçu et l'année dernière un essai sur Riche-lieu qu'il nous avait également présenté. Arnaud Teys-sier revient parmi nous avec une biographie de « **Charles Péguy** ». La figure du poète inspiré et du politique intransigeant est connue. Mais il faut prendre la mesure de la cohérence de ce dreyfusard qui rompit avec les socialistes, de ce patriote républicain qui admirait les rois de France, de ce chrétien qui ne cessa de penser et d'agir selon sa foi. Évoquer Péguy, le lire ou le relire, c'est surtout prendre des leçons de courage et de rectitude indispensables aux époques où surgit la tentation du compromis, de la corruption et du découragement.

#### ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

#### Numéro Vacances

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution mi-juillet. Le dernier numéro à paraître (n°930) sera daté du 7 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçues pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier des exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquerez les adresses.

### Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

[Faire un don en ligne](#)

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Le Non des oligarques

**L**es sentiments de gratitude et de revanche que nous avons éprouvés au soir du 13 mai ne changent pas les données politiques. Le rejet du traité de Lisbonne par les Irlandais ne provoquera pas la moindre réflexion salutaire dans l'Union européenne : ni sa refondation sur un mode clairement confédéral, ni la révision des dispositions juridiques et de la dogmatique ultra-libérale qui a été rejetée par le peuple français, par le peuple hollandais, par le peuple irlandais. L'usine à gaz installée à Bruxelles, Francfort et Strasbourg continuera de dysfonctionner avec le traité de Nice comme elle aurait continué de dysfonctionner avec le traité de Lisbonne sur le mode d'un *despotisme pas même éclairé*.

Toute l'Union est placée sous le signe de la négativité. Les salariés rejettent les directives européennes qui nient les protections auxquelles ils ont droit. Les petits entrepreneurs, les artisans, les agriculteurs se révoltent contre la Commission européenne qui ne veut pas organiser la protection de l'Union contre la concurrence sauvage et la spéculation. Les grandes entreprises, comme les petites, s'insurgent contre la Banque centrale européenne qui refuse de lutter contre la surévaluation de l'euro. Et le Non des oligarques tente maintenant d'effacer le Non des Irlandais.

Sur ce dernier point, le référendum du 13 juin ne révèle rien. Il confirme le fait avéré depuis juin 2005 : en France comme dans toute l'Union, il y a consensus des élites de droite et de gauche dans le parfait mépris de la démocratie et du droit. Cela

s'est vérifié à la lecture des éditoriaux rédigés avant et après le vote irlandais et dans les déclarations des dirigeants politiques français et européens. Entre le 10 et le 15 juin, cinq thèmes prédominaient :

**Le mépris du peuple en général**, qui est réputé ignorant, bête, inconstant, vindicatif et incohérent dans ses réactions et ses votes. Et l'intelligence des élites se mesure à l'opacité des textes qu'elles produisent à leur propre usage...



**Le mépris du peuple irlandais en particulier.** Avant le vote, il a été accusé d'ingratitude et menacé par Bernard Kouchner tandis qu'Alain Duhamel s'indignait que le traité de Lisbonne puisse dépendre *« de la mélancolie de quatre millions d'Irlandais aussi imprévisibles que sympathiques, aussi irrationnels que changeants, aussi téméraires que soupçonneux »*. La psychologie des peuples dispense de l'analyse politique et des conclusions désagréables qui pourrait en être tirées quant au rejet massif des oligarques et de leurs chiens de garde.

**Le recours à la technique du mensonge concerté.** La grande presse a informé ses lecteurs que

la Commission gardait le silence sur certaines décisions et que la publication du livre blanc français sur la défense avait été retardée pour ne pas inquiéter les Irlandais – assurément incapables de lire les journaux et de comprendre ce qu'est un mensonge par omission !

**Le rejet du principe référendaire.** On lit que le peuple ne répond jamais à la question qui lui est posée. On récuse le résultat du référendum comme addition de fantasmes et de mécontentements catégoriels. On dénonce son caractère « imprévisible », fortement souligné par Jean-Claude Junker, président de l'eurogroupe. On conteste même son caractère démocratique au motif que des dictatures se sont installées par voie de plébiscite. En somme, on accumule les contrevérités – le « traité constitutionnel » et le traité de Lisbonne ont été disséqués article par article par leurs opposants – et l'on ressort l'argumentaire maurrassien. Plus jamais ça : plus jamais la souveraineté populaire telle que le général de Gaulle l'a mise en pratique.

**Le viol ou la tentative de viol de la règle juridique** posée par les « professionnels » dont on nous vante par ailleurs la rationalité et la compétence. Avant même leur défaite du 13 juin, les oligarques ont cherché le moyen de contourner ou d'annuler le principe de la ratification des traités européens à l'unanimité. « Avancer » comme si ce n'était qu'un « incident », selon le mot de Nicolas Sarkozy, faire revoter les Irlandais comme le voudrait Jean-Pierre Jouyet : c'est toujours par la ruse et la contrainte que les oligarques cherchent à parvenir à leurs fins.

Ils s'exposent à des répliques de plus en plus violentes.

**Bertrand RENOUVIN**